



« La Syrie aiguise l'appétit de tous les ogres qui l'entourent »

Par [Bahar Kimyongür](#) et [Mounir Abi](#)

Mondialisation.ca, 07 octobre 2013

letempsdz.com

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Dans cet entretien accordé au Temps d'Algérie, Bahar Kimyongür évoque la « manipulation » dans l'affaire de l'utilisation d'armes chimiques, le parti pris d'une partie de la presse mondiale dans le conflit en Syrie et les soutiens à Al Qaïda dans ce pays. Il évoque également ses démêlés avec Erdogan, le Premier ministre turc, les tentatives d'extradition dont il a fait l'objet, et parle d'une troisième voie dans l'attaque chimique d'Al Ghouta. Le Temps d'Algérie : Présentez-vous à nos lecteurs.

Bahar Kimyongür : Je suis un Belgo-Turco-Syrien : Belge de naissance, Turc de papier et Syrien de cœur. Je suis, par ailleurs, un observateur indépendant du conflit syrien, un militant pour la paix et un anti-impérialiste convaincu. Bien que né en Belgique, j'ai grandi à la fois dans l'amour pour la Syrie souveraine, progressiste et multiconfessionnelle et dans la méfiance envers les moukhabarate (services secrets,ndlr) du régime de Damas.

Mes parents sont originaires d'Antioche, le chef-lieu du Liwa Iskandarone (Sandjak d'Alexandrette), une province historiquement syrienne offerte par la France coloniale à la Turquie kémaliste en 1938. Antioche est le fameux Hatay par où transitent les djihadistes qui se rendent en Syrie pour combattre le gouvernement syrien. Depuis la nuit des temps, Antioche est « la porte de la Syrie ». Aujourd'hui, les mercenaires takfiris l'appellent « la porte du djihad ».

Pourquoi, selon vous, certains gouvernements et une partie de la presse mondiale refusent la « présomption d'innocence » au gouvernement syrien dans l'attaque chimique d'El Ghouta ?

Parce que ces gouvernements n'ont pas le moindre sens de la justice. Ils campent à la fois sur le rôle de juge, de procureur, de partie civile et de bourreau dans le conflit syrien. La Syrie aiguise l'appétit de tous les ogres qui l'entourent : l'empire yankee et l'ex-puissance mandataire française décadents, le colosse néo-ottoman au pied d'airain, l'entité sioniste soucieuse d'élargir son « lebensraum », les royaumes wahhabites du Golfe obsédés par leur hostilité envers l'Iran et les chiites et les coupeurs de tête d'Al Qaïda.

La Russie a présenté des preuves, dont des images satellite montrant que des missiles ont été tirés à partir d'un quartier occupé par les rebelles, accusant « l'opposition » d'être l'auteur de cette attaque. D'autre part, la Turquie a arrêté des djihadistes en possession du gaz sarin. Pourquoi ces faits sont-ils ignorés par certains gouvernements et une partie de la presse mondiale ? Les images satellite de la Russie, censées prouver que les missiles chargés de gaz Sarin ont été tirés depuis le quartier insurgé de Douma, ont été transmises

au Conseil de sécurité des Nations unies. Elles demeurent inaccessibles. De toute façon, même la preuve la plus concluante de l'emploi d'armes chimiques par les rebelles ne pourrait convaincre les médias aux ordres.

Leur but est de servir des intérêts stratégiques et non des principes moraux. Quant aux agents chimiques découverts par la police turque dans un appartement occupé par des militants du Front al Nosra à Adana, il s'agirait de produits entrant dans la composition d'armes chimiques mais pas du gaz Sarin.

Il y a néanmoins d'autres éléments incriminant les rebelles : l'enquête de terrain réalisée par un collègue de la journaliste américaine Dale Gavlak, le témoignage de deux otages belges qui ont entendu des chefs rebelles s'attribuer la paternité de l'attaque chimique, les aveux du commandant rebelle Nadim Baloush, certaines images vidéos non authentifiées de rebelles munis de masques à gaz et tirant vraisemblablement des armes chimiques, le précédent de l'attaque au gaz survenue en mars dernier contre une position loyaliste à Khan Al Assel près d'Alep, des vidéos de terroristes gazant des lapins à titre expérimental et menaçant ensuite d'exterminer les alaouites.

Il y a, par ailleurs, de sérieux doutes sur la fiabilité de certaines vidéos de l'attaque chimique diffusées par les rebelles. L'expert en armes chimiques de l'Institut de médecine légale de Cranfield Stephen Johnson fait partie des sceptiques. Les gouvernements occidentaux, leurs alliés wahhabites et leurs médias font mine d'ignorer ces indices pour la simple raison qu'ils ne sont pas rentables.

Que pensez-vous de l'hypothèse selon laquelle l'utilisation d'armes chimiques profiterait aux djihadistes sévissant en Syrie et qui, par cet acte criminel, cherchent à obtenir une intervention militaire étrangère pour les sauver de l'avancée sur le terrain de l'armée syrienne ?

C'est, semble-t-il, l'hypothèse la plus probable, la plus logique aussi. Des opposants connus, comme Haytham Manna de la Coordination nationale pour le changement démocratique, et le leader du parti kurde de l'Union démocratique (YPD) Saleh Muslim, doutent également d'une implication du gouvernement syrien dans l'attaque chimique d'Al Ghouta.

Vous avez évoqué, pour les armes chimiques, « l'hypothèse d'une troisième force ». Pourriez-vous nous l'expliquer ?

Accuser le régime d'avoir déversé des gaz mortels sous le balcon du palais présidentiel paraît aussi invraisemblable que d'affirmer que les rebelles sont capables de tuer leurs propres familles. Un responsable sécuritaire de Damas, que j'ai contacté, doute lui aussi que les rebelles d'El Ghouta aient planifié un suicide collectif pour susciter une intervention militaire internationale. Il penche pour l'hypothèse d'une troisième force experte dans les opérations « false flags » liée à un service étranger. Rappelons que la Syrie est devenue une passoire, un terrain propice pour toutes sortes d'opérations barbouzardes. Des agents étrangers peuvent facilement prendre la forme de l'un ou l'autre des belligérants et organiser une provocation.

Le chef du renseignement saoudien et parrain du terrorisme international Bandar Ben Sultan est un champion en la matière. Les agences israéliennes comme le Mossad ou Aman sont elles aussi coutumières de ce type d'opérations. L'attentat contre Rafiq Hariri, en 2005, est un exemple éclatant du savoir-faire israélien en matière de false flag. Plus, l'accusé

désigné comme tel par le vrai coupable aura des difficultés à prouver son innocence, plus l'action sera réussie. L'attaque chimique d'El Ghouta ressemble à une provocation qui, en définitive, ne profite ni à l'un ni à l'autre camp.

Des organisations djihadistes, sévissant en Syrie, s'entretuent. Treize parmi ces organisations ont déclaré ne pas reconnaître le gouvernement provisoire mis en place par « l'opposition ». Certains croient que cette situation est due à une guerre des services de renseignements et une guerre d'influence d'autres pays. Qu'en pensez-vous ?

Le conflit syrien ressemble de plus en plus à une guerre de tous contre tous. Il arrive que les diverses milices s'entretuent pour le partage du butin mais leurs divergences sont souvent de nature idéologique. Par exemple, au Nord, les autonomistes kurdes du YPG s'opposent aux groupes armés syriens pour trois raisons : en tant que laïcs, ils rejettent le projet politique des djihadistes syriens et en tant que nationalistes, ils accusent ces mêmes djihadistes à la fois de nier l'identité kurde au profit de la suprématie arabe et de collaborer avec le régime d'Ankara farouchement opposé à l'établissement d'un Kurdistan syrien à ses frontières. A Azaz et Raqqa, les groupes rebelles ont été attaqués et chassés par l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIL), un gang ultraviolent lié à Al Qaïda.

L'EIL accuse ses concurrents d'apostasie. Pourtant, les groupes visés par Al Qaïda sont généralement tout aussi anti-chiites et partisans d'un Etat sectaire appliquant la charia. L'autre fracture se situe entre, d'une part, les quelques brigades islamiques qui affirment encore leur loyauté envers le commandement de l'Armée syrienne libre et, d'autre part, les puissantes formations islamiques rivales.

Les seconds accusent les premiers de servir un agenda occidental. Pour autant, certaines formations djihadistes liées à des services de renseignement étrangers différents se coordonnent. Liwa al Tawhid, omniprésent à Alep, est lié aux services secrets turcs tandis que Liwa al Islam actif dans le gouvernorat de Damas est encadré par les moukhabarate saoudiennes. Pour le moment, il n'y a pas de rivalité apparente entre ces deux groupes. Mais, comme en Afghanistan, les alliances entre seigneurs de guerre se font et se défont selon les opportunités du moment. Amis un jour, ennemis pour toujours...

Vous avez annoncé qu'Erdogan vous persécute avec un dossier vide. Pouvez-vous nous en parler ?

Erdogan a fait de la chasse aux dissidents un sport national. Mes déboires judiciaires ont toutefois commencé avant l'arrivée de l'AKP au pouvoir. C'était, il y a 13 ans, suite à une manifestation pacifique au Parlement européen. J'ai chahuté un ministre turc venu chanter à Bruxelles les mérites de la démocratie turque devant un public acquis. Mon action n'a pas plu aux autorités turques.

Depuis, je suis accusé de terrorisme. A défaut de pouvoir me bâillonner, le régime d'Ankara a exercé des pressions considérables pour me faire condamner par la justice belge. Dans un premier temps, les autorités belges se sont comportées en janissaires du sultan Erdogan. Mais grâce à la résistance et à la solidarité de la société civile belge, le pouvoir a finalement abandonné les poursuites à mon encontre.

Il y aurait eu une tentative de votre extradition vers la Turquie ?

J'ai subi deux tentatives d'extradition, une fois en 2006 et une seconde fois cette année.

Suite à mon action pacifique du 25 novembre 2000, le régime d'Ankara s'était empressé d'avertir Interpol pour me faire arrêter et extradier vers la Turquie. En tant que citoyen belge, j'étais à l'abri du mandat d'arrêt international car la Belgique n'extrade pas ses nationaux. Toutefois, en avril 2006, j'ai été arrêté aux Pays-Bas en vertu de ce mandat.

A l'époque, j'ignorais tout du signalement Interpol. Finalement, un tribunal néerlandais a jugé la demande turque irrecevable et m'a libéré après 68 jours de détention. J'ai pu rentrer chez moi, en Belgique, où m'attendait un tribunal d'inquisition qui a fini par m'acquitter en 2010, après quatre jugements et trois cassations, un record en Belgique. Malgré cette fin heureuse, je reste menacé par le même mandat d'arrêt international car une fois que l'on tombe dans le fichier d'Interpol, on n'en sort plus.

En juin dernier, j'ai été arrêté dans la cathédrale-mosquée de Cordoue en Espagne toujours selon le même motif : celui du chahut du ministre au Parlement européen, une action pacifique aujourd'hui vieille de treize ans. Comme il n'existe aucun tribunal permettant de se désinscrire du fichier d'Interpol, je reste à la merci de l'Inquisition néo-ottomane.

Entretien réalisé par Mounir Abi
4 octobre 2013

Bahar Kimyongür, né le 28 avril 1974 à Berchem-Sainte-Agathe, en Belgique, est un militant politique belge issu d'une famille arabe originaire de Turquie mais aux racines syriennes. Dans sa région d'origine en Turquie, proche de la Syrie, des affrontements ont également eu lieu entre des réfugiés syriens sunnites et des Turcs alaouites, dont certains ont pris partie pour Assad. Bahar Kimyongür, porte-parole du Comité contre l'ingérence en Syrie (CIS), qualifie les États-Unis de « pourvoyeur de terroristes et fauteur de guerre en Syrie ». Il est signataire d'un « appel à faire cesser l'agression contre la Syrie et à refuser la participation de la France à celle-ci ».

La source originale de cet article est letempsdz.com

Copyright © Bahar Kimyongür et Mounir Abi, letempsdz.com, 2013

Articles Par : Bahar Kimyongür
et Mounir Abi

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca